

8 mai 2015

Un premier mai, mi-chair mi-poisson

Photos de la manifestation de la Coalition mains rouges du premier mai :
<https://plus.google.com/photos/116366727671854200972/albums/6143979292384922049>

Les directions syndicales crient victoire à propos de la mobilisation du premier mai. « *Aux quatre coins du Québec, des milliers de manifestantes et manifestants ont mené des actions pour marquer le 1er mai* » de clamer la direction de la CSN sur son site web tout en déclarant être « *dans une dynamique d'affrontement* »¹... après avoir donné un coup de couteau dans le dos aux mobilisations étudiantes². « *Perturbations sociales et économiques à travers la province* » de surenchérir celle de la FTQ tout en appelant au dialogue social pendant que son « *Fonds de solidarité* » (sic) promeut à la une de son site une rencontre sur « *la relève entrepreneuriale* » conjointement avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain³. Certes, s'est organisé un éventail d'actions diversifiées aux quatre coins du Québec, légales et illégales : « *Environ 25 000 personnes ont participé directement dans ces actions, sans compter les milliers de grévistes et étudiant-es, notamment dans les cégeps.* »⁴

Reste que pétage de bretelles et longue énumération ne font pas une analyse laquelle exige comparaison et mise en contexte conjoncturelle et historique. Simplement au niveau de l'ampleur de la mobilisation, la manifestation de la Coalition mains rouges du 31/10/14, soutenue par une grève étudiante de 80 000 personnes, avait rassemblé de 40 à 50 mille personnes suivie une semaine plus tard de celle presque aussi nombreuse de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE). Le 29/11/14, la coalition Refusons l'austérité mobilisait dans la rue 100 000 personnes à Montréal et 25 000 à Québec. Le 2/04/15, selon l'ASSÉ, 75 000 personnes très largement étudiantes, alors que 135 000 étaient en grève ce jour-là, ont manifesté contre l'austérité à Montréal. Sans compter une cinquantaine de milliers d'étudiants qui ont fait une grève prolongée. Finalement, signalons la marche action-climat qui a regroupé 25 000 personnes ce 11 avril à Québec.

Y aurait-il eu, malgré tout, un saut qualitatif? La défaite du Printemps 2015, due principalement non à une précipitation d'une action préparée par la manifestation du 31 octobre 2014 mais au sabotage des directions syndicales qui ont refusé d'organiser la solidarité syndicale, a signifié un recul important de la participation étudiante au premier mai malgré une grève dans certains cégeps souvent en solidarité avec celle des professeurs et autres employés, un acquis sur lequel construire. Cette grève illégale dans au moins une dizaine de cégeps sur la trentaine qui avait voté une grève illégale d'une journée est aussi une précieuse percée. Le refus de la vingtaine de syndicats à s'exécuter est moins dû au coup fourré à la dernière minute du gouvernement, ce à quoi il fallait s'attendre, qu'au refus nocturne de solidarité des directions syndicales à les appuyer⁵, encore moins à les encourager, quitte à se raviser dans la journée du premier mai alors qu'il était trop tard pour remobiliser, afin de sauver la face.

À Montréal, les manifestations sur les lieux de travail à l'heure du dîner pas plus que les petites manifestations de quartier n'ont remplacé ce qui aurait pu être une gigantesque manifestation

1 Robert Dutrisac, [Dialogue de sourds entre Couillard et les syndicats](#), Le Devoir, 1/05/15

2 Marc Bonhomme, [Syndicalisme : au Québec, le président de la CSN se fait passer un savon magistral](#), ESSF, 11/04/15

3 La une du site web du Fonds de solidarité de la FTQ consultée le 6/05/15

4 Pierre Beaudet et Robert Deschambault, [Un Premier Mai pas comme les autres](#), Presse-toi-à-gauche, 5/05/15

5 Syndicat des professeurs et professeurs du Collège de Maisonneuve, [Piquetage symbolique et respect de l'ordonnance](#), 30/04/15

régionale, encore plus si elle avait été nationale. Résultat : la manifestation de la Coalition mains rouges, sans association avec celle syndicale-étudiante-populaire de Refusons l'austérité, s'est réduite aux cinq mille personnes qu'ont mobilisées les groupes populaires, une performance remarquable à leur échelle. Ce fut plus dynamique à Québec et en « régions » tant celles limitrophes à Montréal que celles éloignées. Montréal, épuisé par l'échec du Printemps 2015, a passé le relais pour le premier mai. La majorité des cégeps en grève l'étaient en Estrie, source de cette initiative, dans Lanaudière, en Gaspésie et en Abitibi.

De brefs blocages, à l'initiative de certaines structures syndicales intermédiaires, de routes, de casino, de chantiers de construction et d'édifices gouvernementaux ont eu lieu dans presque toutes les régions, y compris à Montréal, en plus de manifestations régionales, sauf à Montréal. Il arrivait qu'on pouvait sentir une odeur de casseroles à la mode du Printemps érable en 2012 :

« Pleins de beaux moments de solidarité, comme celui où nous sommes passés à côté d'une école du quartier et que des enseignants se sont joints à nous pour aller rejoindre les camarades de la santé au CLSC Montréal-Nord. Une femme du quartier s'est même joint à nous pour passer des tracts ! »⁶

Partout les forces policières se sont faites discrètes, malgré la claire illégalité de ces actions, sauf à réprimer comme d'habitude la manifestation de la CLAC à Montréal pour le simple prétexte de refus de communiquer le parcours. Les forces répressives veulent envenimer la tension entre le mouvement syndical, perçu comme modéré, et celui étudiant, perçu comme radical. Reste qu'après coup, à l'initiative des directions des établissements post-secondaires poussées par le gouvernement, on voit apparaître une répression de certains professeurs grévistes dans le sillage plus dure de celui de certains étudiants en pointe lors de la grève étudiante. L'ennemi de classe comprend tout le danger du d'une dynamique de grèves illégales nécessaires à toute grève sociale, soit pour occuper pro-activement les lieux de travail soit pour bloquer et contrôler les moyens de communication et de transport.

Voilà que s'ouvre, s'il n'en tient qu'à la direction commune de Refusons l'austérité et du Front commun, une période d'accalmie de plusieurs mois, à moins de spontanés et inattendus rebondissements lors de la Fête nationale ou autres événements tels le camping du FRAPPRU à la fin mai⁷. Il faut aux frères ennemis de l'État et de la bureaucratie syndicale⁸ un relativement long arrêt de la mobilisation, quitte à épuiser la militance par une stérile guérilla débouchant sur une promesse de grève que les frères ennemis veulent éviter à tout prix. Cette relative démobilisation génératrice d'épuisement de la militance et de découragement de la base et de cynisme généralisé est indispensable pour un règlement négocié à minima restant dans le cadre de l'austérité, concrètement du dernier budget.

L'ouverture à cet égard du gouvernement Couillard est on ne peut plus claire malgré la diversion convenue des directions syndicales qui tonitruent d'hypocrites phrases choc de matamores genre « *logique d'affrontement* » ou « *aucune ouverture* » :

« Philippe Couillard s'est montré ouvert jeudi à bonifier les offres salariales aux employés de l'État en retour de concessions touchant l'organisation du travail. [...] "On est prêts à beaucoup de conversations et d'arrangements, notamment sur les questions qui entourent l'organisation du travail, la flexibilité nécessaire dans les conventions collectives qui pourraient nous donner un peu plus de marge de manœuvre sur le plan de la rémunération." »⁹

Du point de vue de la bureaucratie syndicale, « *...le résultat a été atteint, dans la limite des objectifs qui avaient été agréés* »¹⁰... pour que le marathon vers la grève sociale ne continue pas.

6 Facebook du [Syndicat des professeurs du Collège Marie-Victorin](#), 2/05/15

7 Par exemple, le plan d'action de la FSSS-CSN ne prévoit aucune mobilisation avant l'automne. Au congrès de la mi-mai, l'ordre du jour ne prévoit aucun débat ni n'annonce aucune proposition sur la mobilisation.

8 Pour ceux et celles qui pensent que le comportement des directions syndicales n'est qu'une question conjoncturelle ou de personnes, voir la note théorique en annexe

9 Martin Croteau, [Employés de l'État: les négos stagnent malgré une rencontre avec Couillard](#), La Presse.ca, 30/04/15

10 Voir note 4

Il s'agit de créer les conditions pour que se réalise une réédition du coup fourré de 2010, sinon celui plus risqué de 2005 car gros du scénario de 1972¹¹. Sans verser ni dans l'optimisme¹² ni dans le pessimisme¹³, on peut temporairement conclure que le premier mai 2015, ni une victoire ni une défaite, garde le jeu ouvert en autant que la militance syndicale et populaire reprenne l'initiative. Voilà le défi pour la gauche sociale, particulièrement pour qu'Offensive syndicale se transforme en une organisation d'intervention et non seulement de conférences. Voilà aussi un défi pour la gauche politique, particulièrement celle au sein de Québec solidaire, pour que ce parti devienne le parti de la grève sociale et de la perspective de l'indépendance pour exproprier les banques afin de réaliser le plein emploi écologique.

Marc Bonhomme, 8 mai 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe

Le mouvement syndical est dirigé au haut de la pyramide par une caste bureaucratique privilégiée — à distinguer de la permanence sous son étroit contrôle laquelle est cependant une voie d'accès à la bureaucratie — pris en sandwich entre le gouvernement-patron et la base syndicale qu'elle doit satisfaire en même temps. Quant aux directions syndicales locales dans les secteurs publics et para-publics, elles sont prises en sandwich entre principalement les hautes directions syndicales et leurs bases locales, ce qui donne une moindre pression du haut mais une plus grande de la base. En résultent des situations contrastées nécessitant une analyse concrète de chaque cas concret. Dans un monde où les protagonistes sont conscients de leurs intérêts de classe, il est strictement impossible de plaire à la fois aux uns et aux autres. Toutefois, si le camp gouvernemental-patronal est très clair sur ses intérêts de classe quitte à tenir un discours tordu — un bon politicien bourgeois est certes quelqu'un de compétent mais surtout qui sait mentir sincèrement ce qui est difficile pour les gens d'affaires comme on l'a vu pour PKP dans la première partie de sa campagne à la chefferie — le camp syndical est plutôt divisé par un corporatisme local et sectoriel envenimé, il est vrai, par la peur justifiée de la répression sur laquelle carbure la caste bureaucratique.

Qu'a à faire Québec solidaire dans cette galère ? Comme prétendant à la direction politique du prolétariat on attend du parti qu'il unifie la classe vers un but mobilisateur sur la base d'une stratégie connectée à la réalité des rapports de forces afin de vaincre la peur de la répression et l'atomisation consumériste de la société spectacle. Quitte à me répéter pour une énième fois, ce but, formulé en condensé, c'est l'indépendance pour exproprier les banques et sauver la langue afin de réaliser le plein emploi écologique. La stratégie c'est la grève sociale laquelle, grâce surtout au mouvement étudiant suivi par le mouvement populaire et quelque peu mais encore si peu par le mouvement syndical, commence après dix ans à prendre une forme concrète. La grève sociale c'est d'abord une grève politique contre l'austérité et contre les hydrocarbures, intimement articulée mais non limitée par la lutte pour la convention collective du secteur public, devant déboucher sur une prise du pouvoir du prolétariat par la rue. Québec solidaire propose plutôt la stratégie électoraliste — il faudra trois votes consécutifs — de l'indépendance par l'assemblée constituante. Non seulement cette stratégie ratatine-t-elle la lutte sociale en la coupant de la lutte politique renvoyée au plutôt en 2018 mais elle prête flanc à un interventionnisme musclé, comme en 1970, des forces fédéralistes qui n'ont que faire des formes démocratiques quand leurs intérêts vitaux sont en jeu.

La tâche immédiate de la gauche antilibérale / anticapitaliste au sein de Québec solidaire c'est de propager cette orientation indépendantiste internationaliste et de grève sociale, d'abord dans le

11 Côté effervescence sociale, la comparaison de la situation actuelle avec 1972 est certes désavantageuse mais côté prise de conscience de la réalité de la caste bureaucratique, elle me paraît un pas en avant.

12 Chloé Matte Gagné, [À Québec, un premier mai historique où la notion de grève sociale commence à se concrétiser](#), Presse-toi-à-gauche, 5/05/15

13 Sacha Calixte, [Une réflexion à tiède sur le 1er mai](#), Presse-toi-à-gauche, 5/05/15

parti, tout en s'unifiant dans une tendance anticapitaliste réellement existante pour lutter contre la bureaucratisation rapide du parti. Car sans souveraineté effective des assemblées générales, cette orientation restera lettre morte. La tâche immédiate de la gauche au sein du mouvement syndical et populaire est de se regrouper en une organisation promouvant la grève sociale afin de combattre la bureaucratie syndicale et la remplacer par une démocratisation donnant le pouvoir stratégique à la base syndicale.